

Comme nous l'avons constaté à la dernière réunion de Nasau, ce genre d'assemblée fournit l'occasion de prendre des initiatives. Il y a lieu de se demander qu'elles seront les initiatives prises à la réunion de Vancouver, en octobre? Malheureusement, le groupe de personnalités éminentes a échoué dans sa mission, ce que nous déplorons tous, car nous étions tout à fait en faveur de cette initiative. De toute évidence, le gouvernement sud-africain n'avait pas l'intention d'y répondre et les événements montreront sans doute qu'il a pris depuis des mesures encore plus draconiennes et emprisonné davantage de gens. Selon les derniers chiffres, près de 20 000 personnes, de race noire ou blanche, seraient actuellement détenues dans les prisons d'Afrique du Sud. La limitation de la liberté de la presse, qui constitue peut-être l'une des libertés les plus fondamentales, a également de quoi nous inquiéter.

Nous ne devons pas sous-estimer l'importance de cette réunion et les difficultés à surmonter. Elle aura lieu dans six mois à peine. Au nom de notre groupe, j'exhorte donc le gouvernement à se livrer à une planification soigneuse et à prendre les décisions politiques qui s'imposent en vue de cette réunion du Commonwealth.

Les réunions auxquelles le premier ministre (M. Mulroney) a participé lors de son voyage en Afrique australe et les efforts réalisés pour établir des liens de communication avec les pays de la ligne de front et les autres États africains nous ont paru encourageants. Notre chef a déclaré, je crois, que nous applaudissons le premier ministre pour cette initiative. Toutefois, nous nous interrogeons devant l'ambiguïté de la position du gouvernement à l'égard des sanctions.

Au cours de ses réunions au Sénégal, le premier ministre a déclaré, et je cite, que: «La conférence au sommet du Commonwealth sera un facteur déterminant qui nous amènera à annoncer toute une série de sanctions». Il s'est donc fixé un objectif bien précis. Néanmoins, la semaine dernière, lorsqu'il a comparu devant le comité permanent des droits de la personne et qu'on lui a posé la même question, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a semblé moins prêt à s'engager que le premier ministre.

Le gouvernement ne peut pas se permettre la moindre ambiguïté en ce qui concerne ces initiatives politiques les plus importantes de toutes. Si le Canada veut devenir le chef de file du Commonwealth, il est indispensable que notre position et nos intentions ne suscitent aucun doute.

J'exhorte donc le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à en tenir compte et à comprendre l'engagement que le premier ministre a pris dans les déclarations qu'il a faites au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique australe. Ces déclarations ont fait des manchettes au Canada où nous avons pu lire dans les journaux que nous étions prêts à prendre des sanctions économiques et diplomatiques rigoureuses. Si nous commençons à faire machine arrière, nous ne pourrons pas donner à la conférence d'octobre l'orientation dont elle aura besoin.

Pour montrer sa détermination, le gouvernement pourrait notamment entamer maintenant avec les hommes d'affaires

canadiens qui entretiennent actuellement des relations économiques avec l'Afrique du Sud des discussions et démarches axées sur la perspective de sanction totales. Comment allons-nous retirer nos investissements? Comment allons-nous appliquer des sanctions totales? Si nous indiquons alors clairement que nous savons comment nous allons y parvenir en prouvant que nous avons un plan, à mon avis, notre position s'en trouvera renforcée et constituera un avertissement ferme et sans équivoque pour ceux qui en ont besoin.

Je conviens, comme l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures la semaine dernière au comité des droits de l'homme que le Canada doit jouer un rôle majeur non seulement en prenant des initiatives en vue d'atteindre ses propres objectifs, mais aussi en essayant d'influencer celles des autres, en particulier des États-Unis, certainement de la Grande-Bretagne et des membres de la Communauté économique européenne. Si le Canada prenait maintenant l'initiative d'établir les premiers fondements d'un ensemble de sanctions complètes, cela ferait comprendre à nos alliés importants la fermeté de notre message et les convaincrerait de faire la même chose. Nous avons déjà l'exemple du congrès américain qui n'a pas tenu compte de la position de l'administration à cet égard. Il y a des indices prouvant que les membres de la CEE sont maintenant disposés à suivre ce genre de plan.

• (1120)

J'exhorte le gouvernement à adopter, peut-être en l'honneur de la fête du Commonwealth, le genre de mesures que nous pouvons prendre à l'échelle nationale afin de montrer le sérieux de nos intentions lorsque nous nous rendrons à la réunion d'octobre. Je précise bien que cela n'enlève rien à ce que j'estime être l'engagement incontestable du gouvernement. Cependant, je voudrais que cet engagement se traduise par des mesures non moins énergiques. Nous espérons que la réunion d'octobre offrira le cadre dans lequel un grand nombre de pays pourront prendre de nouvelles mesures en vue de mettre fin à l'apartheid et de présenter au monde des propositions sur la manière dont ce pays angoissé pourrait s'engager sur la voie d'un régime démocratique. Si le Canada joue le rôle qui lui incombe au sommet du Commonwealth en octobre, nous pourrions espérer que, la prochaine fois, nous aborderons ce jour très important sur une note plus positive.

Des voix: Bravo!

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir été choisi par mon parti pour parler du jour du Commonwealth, à l'instar du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Les pays qui n'en font pas partie doivent considérer le Commonwealth comme une institution bizarre. Créé par la voie de la conquête, le Commonwealth est devenu un modèle de coopération internationale basé sur une soif commune de la justice et de l'égalité chez différents peuples disséminés un peu partout dans le monde. Au-delà des considérations d'ordre racial, religieux et culturel, il a appris aux Canadiens que la diversité peut être une source de force et de vitalité pour notre pays.